

Attac France critique et contre-propose

■ Attac France s'est collé à la lecture des textes liminaires à la réunion de New York et présentés par le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon. L'association analyse les «aires d'action» prédéfinies en vue du Sommet pour le climat et donne ses propres conclusions.

Qu'il s'agisse de financement, de gestion de l'agriculture mondiale, de transition énergétique ou de lutte contre la déforestation, la critique est sévère. «Passer à l'action, oui. Promouvoir des fausses solutions, non», lance Attac en préambule d'un document de 15 pages* listant les contre-propositions de l'association altermondialiste.

«Ce Sommet est organisé en grande pompe, mais rien n'indique qu'il apporte du positif dans la perspective d'un accord mondial contraignant, juste et à la hauteur des enjeux»,

écrivent les responsables de l'organisation, qui appellent «à la mobilisation des énergies citoyennes pour reprendre le contrôle sur nos vies, sur nos économies, sur nos sociétés, et amorcer un profond changement de système.»

En matière de financement, et pour mobiliser les «dizaines de milliards de dollars» évoqués par l'Organisation des nations unies pour atteindre ses objectifs, l'invitation faite par l'ONU aux chefs d'État d'annoncer leurs contributions initiales au Fonds vert pour le climat suscite le scepticisme des gens d'Attac.

«Près de cinq ans après l'annonce (de la création du Fonds vert, ndlr), les pays du Sud et leurs populations n'ont toujours pas vu 1 dollar et il n'est pas sûr (que ce fonds) soit opérationnel très prochainement. Plus grave, le secteur privé et les multinationales pourraient en être les

principaux bénéficiaires», dénonce notamment l'association qui estime en outre que «désarmer la finance et les marchés financiers pour donner aux États, aux collectivités locales et aux citoyens les moyens de mettre en oeuvre de véritables politiques de transition écologique et sociale» devrait constituer la vraie priorité des gouvernements.

Les énergies fossiles à laisser dans le sol

Le raisonnement vaut pour l'agriculture, qui doit aussi être délivrée de «l'emprise de la finance et des multinationales». Attac propose de «soutenir l'agro-écologie paysanne, la souveraineté alimentaire et les instruments de protection des marchés agricoles locaux» plutôt que de céder aux sirènes des «solutions techno-scientifiques» qui s'appuient en grande partie sur le «finance-

ment carbone» des investisseurs financiers.

En matière de transition énergétique, si Attac partage les objectifs de Ban Ki-moon visant à la fois à résoudre les défis de l'accès à l'énergie et les défis climatiques, l'organisation ne croit pas qu'on puisse les atteindre sans une rupture nette avec la dépendance aux énergies fossiles. L'une de ses propositions phare est on ne peut plus directe : «la nécessité de tout faire pour ne pas dépasser les 2°C de réchauffement climatique d'ici la fin du siècle impose (...) de laisser près de 80% des réserves d'énergies fossiles dans le sol d'ici 2050 et diminuer sérieusement la consommation énergétique des populations les plus riches de la planète au Nord comme au Sud...» Et tout en développant les énergies renouvelables, «passer d'une réflexion de l'accès individuel à l'énergie à la

notion d'accès collectif égalitaire et de qualité (pour) satisfaire les besoins des populations.»

Enfin sur le grave sujet de la lutte contre la déforestation, et là encore si l'association partage la priorité de l'ONU, Attac conteste les solutions proposées, trop largement connectées à des «marchés carbone» ou des «dispositifs de finance carbone» et donc dépendant des marchés financiers : «Les politiques d'extension du commerce international et de libéralisation» sont la cause principale de la déforestation et «tout projet doit être élaboré avec les populations concernées dans le respect de leur souveraineté sur des propriétés communes» et non «à l'accaparement du foncier par des États ou des multinationales.»

CLAUDE GAUTHIER

*Site d'Attac : <https://france.attac.org>